

**Témoignage écrit au sujet de la Somalie et présenté au Comité  
permanent des affaires étrangères et du développement  
international de la Chambre des communes**

Mary Harper  
Éditrice BBC Africa  
Experte de la Somalie et auteure

Lundi 7 janvier 2019

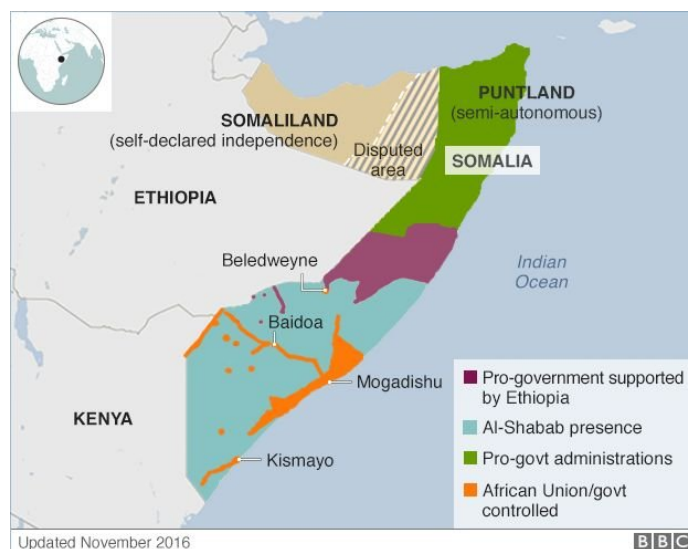
## 1. Mémoire

1.1 Le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international m'a demandé de présenter une déclaration écrite concernant le Règlement 108(2) aux termes duquel est actuellement menée une étude portant sur la façon dont le Canada pourrait mieux donner suite aux enjeux ayant trait aux conflits, à la paix, à la violence fondée sur le sexe, à la sécurité, à la justice, au respect des droits de la personne et au développement économique dans ces pays d'Afrique : la Somalie, le Soudan du Sud et la République démocratique du Congo.

1.2 Bien que mon rôle en tant que journaliste de la BBC implique que je fasse des reportages depuis l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et que je formule des commentaires à ce sujet, j'ai décidé de limiter mon témoignage à la Somalie. C'est qu'après plus de 25 ans de journalisme sérieux, de recherches poussées et d'autres travaux touchant ce pays et sa population, j'ai acquis une connaissance profonde et nuancée de la Somalie. J'agis également comme témoin expert dans des affaires juridiques touchant ce pays, ce qui exige un travail méticuleux qui s'appuie sur une solide connaissance de l'endroit et du contexte. Précisons que j'ai fait du journalisme de terrain dans les trois pays dont il est question dans la présente étude.

1.3 Actuellement, je passe plusieurs semaines par année dans les territoires où on parle le somali, notamment le Centre-Sud de la Somalie, la région semi-autonome du Puntland, la République autoproclamée du Somaliland et les régions des pays voisins, l'Éthiopie, le Kenya et Djibouti, où on parle aussi le somali. Lorsque je mentionne le « Centre-Sud de la Somalie », je parle en fait des parties de la Somalie qui ne comprennent pas le Somaliland, dans le Nord-Ouest, et le Puntland, dans le Nord-Est. Sur la carte plus loin, le Centre-Sud de la Somalie fait référence au territoire qui n'est pas considéré comme le Somaliland, le Puntland et la région contestée entre les deux.

1.4 Je passe également beaucoup de temps auprès de la grande diaspora somalienne, disséminée partout en Europe, aux États-Unis, au Canada, dans le Golfe, en Australie et ailleurs. Cette diaspora joue un rôle important dans les événements qui se déroulent en Somalie, aussi bien de manière positive que négative. Par exemple, les sommes acheminées depuis l'étranger pendant les périodes difficiles sauvent des vies. Chaque jour, elles constituent un moyen de subsistance, aident à financer l'éducation et les soins de santé et contribuent aux fonds de démarrage d'entreprises. En revanche, certains membres de la diaspora ont une influence négative. À titre d'exemple, certains ont créé depuis leur salon à Toronto, Londres et Dubaï des sites Web où sont diffusées des « nouvelles » incendiaires, qui poussent à la haine, aux conflits et à la violence dans leur pays d'origine<sup>i</sup>.



Carte de la Somalie<sup>ii</sup>

1.5 Je soumets le présent témoignage en mon nom personnel et non en tant que représentante d'une organisation. En ma qualité de journaliste à la BBC et dans mes autres rôles, j'ai pour devoir de faire état des événements et de présenter une analyse aussi juste, précise, indépendante et équitable que possible. Dans mes reportages, je fais de mon mieux pour présenter le plus grand nombre de points de vue ou d'arguments possible, sans peur et sans favoritisme.

## 2. État de la sécurité

2.1 Dans cette section de mon témoignage, je vais me concentrer sur les enjeux ayant trait « aux conflits, à la paix, à la violence fondée sur le sexe et à la sécurité », comme je l'ai mentionné précédemment.

2.2 Depuis la fin des années 1980, la Somalie est aux prises avec de graves conflits et des actes de violence bouleversants. En effet, certains experts sont d'avis que les graines du désastre ont été semées dans les années 1970, c'est-à-dire au moment où la Somalie est entrée en guerre contre l'Éthiopie<sup>iii</sup>. Au fil des ans, la violence s'est manifestée sous différentes formes, notamment la guerre civile, les conflits entre clans, les hostilités entre États régionaux de la Somalie et entre les États régionaux et le gouvernement fédéral, l'extrémisme islamique violent, la piraterie en mer, les affrontements touchant la propriété et les terres, le brigandage pur et simple ainsi que d'autres formes de criminalité. Il n'est pas rare que différentes formes de conflits se produisent simultanément.

2.3 Depuis mes débuts comme journaliste à la fin des années 1980, la Somalie n'a jamais connu la paix. Et je doute que ça se produise de mon vivant. J'espère de tout cœur me tromper, car selon moi, les Somaliens forment un peuple à l'esprit entrepreneurial, ils sont incroyablement dynamiques, créatifs et au courant de ce qui se passe. Ils n'ont pas le choix. Pour survivre, ils prennent des risques, certains sont calculés, d'autres pas. Pour eux, une information exacte et à jour peut être une question de vie ou de mort. Il n'est donc pas étonnant que depuis 1957, les services de la BBC Somali offrent à la population un lien vital avec l'extérieur<sup>iv</sup>. Sans mes collègues de la BBC Somali, anciens et actuels, je ne pourrais pas faire mes reportages sur ce pays. J'aimerais également rendre hommage à tous les autres Somaliens et non Somaliens qui m'ont aidée à faire mon travail au fil des ans. Ils sont trop nombreux à avoir été tués, mutilés ou blessés au cours des décennies de violence. Les conséquences néfastes sur la santé mentale s'avèrent considérables. En effet, selon l'Organisation mondiale de la Santé, un Somalien sur trois souffrirait d'une forme ou d'une autre de maladie mentale<sup>v</sup>.

2.4 Depuis la « fin » du processus de transition en Somalie, en 2012, on entend un nouveau discours plus positif concernant ce pays qui, depuis toujours, est perçu comme étant l'un des endroits les plus dangereux au monde<sup>vi</sup> et la quintessence d'un État « fragile » et en « déroute »<sup>vii</sup>. Je suis d'avis que le discours entourant « l'essor de la Somalie » est aussi déplacé, trompeur, malhonnête et dangereux que l'étiquette d'« État en déroute » puisqu'il biaise l'information au lieu de présenter la situation d'une manière juste et fidèle. Il est parfois arrivé que cette présentation favorable de la Somalie ait poussé la population à prendre de mauvaises décisions, voire des décisions susceptibles de leur coûter la vie<sup>viii</sup>. Selon moi, le portrait exagérément négatif du pays a, selon toute vraisemblance, mené les donateurs étrangers et autres à adopter de mauvaises politiques.

2.5 Des milliards de dollars provenant de l'étranger ont été dépensés et d'énormes ressources, notamment des ressources humaines, ont été investies pour tenter de résoudre le « problème somalien ». Les puissances occidentales étaient particulièrement désireuses, enfin, de présenter « une histoire de réussite » après le prompt et laborieux retrait des troupes américaines de Somalie, par suite du tristement célèbre incident « Black Hawk Down », survenu en 1993 : des Somaliens railleurs avaient alors traîné les corps nus de militaires américains dans les rues de la capitale, Mogadiscio. Les représentants de l'Organisation des Nations Unies (ONU) insistent pour dire que les processus politiques du pays « appartiennent maintenant à la Somalie », même si les Somaliens et tous ceux qui connaissent un tant soit peu le pays savent que ce n'est pas le cas. Ils sont, dans une certaine mesure, téléguidés par les États-Unis, l'ONU, la Turquie, les États du Golfe, l'Éthiopie et le Kenya, entre autres<sup>ix</sup>. À ma connaissance, le Canada n'a pas participé aux conversations avec les Somaliens à ce sujet, dont certains imitent et exploitent le système de l'ONU à leur avantage. Mais à moins que le Canada se démarque d'une manière ou d'une autre, je crois que les Somaliens, qui pour la plupart ont un point de vue sceptique, profondément cynique et souvent hostile à l'égard des pays occidentaux et leur population, associeront le Canada à ces derniers. La situation est devenue particulièrement délicate au début de janvier 2019 : Nicholas Haysom, le représentant

spécial du secrétaire général des Nations Unies pour la Somalie, a été déclaré *persona non grata* par le gouvernement de la Somalie<sup>x</sup>. Bien entendu, certains pays, l'ONU, et les groupes humanitaires notamment font un travail extraordinaire, courageux et utile en Somalie, peut-être surtout lorsqu'ils collaborent avec des organisations locales crédibles et sérieuses qui souhaitent sincèrement contribuer au mieux-être et au développement du pays.

2.6 À mon avis, si le Canada souhaite accomplir quelque chose d'utile en Somalie, il pourrait s'inspirer de certaines personnes comme l'ancien ambassadeur suédois du pays, Mikael Lindvall<sup>xi</sup>. Il a occupé ce poste pendant cinq ans, il a acquis une connaissance nuancée et utile et a échappé aux moqueries et à la condamnation dont les diplomates occidentaux en fonction au pays font souvent l'objet. De nombreux Somaliens avec qui j'ai discuté disent qu'il les comprenait et qu'il n'affichait pas ce qu'ils décrivent comme « l'arrogance », la « stupidité » et « l'attitude égoïste » rébarbatives de bien d'autres diplomates occidentaux qu'ils ont rencontrés. Je crois que si le Canada souhaite véritablement aider les Somaliens et la Somalie, il faut qu'il choisisse soigneusement son ambassadeur ou son haut diplomate. Je pense que ce représentant doit assurer une certaine présence en Somalie, même si c'est dans un conteneur reconverti installé derrière les barbelés dans la « zone verte » de l'aéroport international de Mogadiscio.

2.7 Une grande partie de la diaspora somalienne est installée au Canada et, comme d'autres communautés somaliennes à l'étranger, elle est très active auprès de sa « mère patrie », parfois d'une manière positive, parfois d'une manière négative. Selon moi, le Canada ne devrait pas considérer que cette communauté est d'une manière ou d'une autre séparée ou qu'elle « se distingue » des Somaliens en Somalie. Je crois qu'il faut voir ces groupes comme faisant partie intégrante l'un de l'autre et qu'ils sont capables de s'influencer mutuellement, d'une manière constructive et destructive dans une égale mesure.

2.8 Quant au conflit et à la violence, je pense que l'une des menaces les plus importantes auxquelles fait actuellement face la Somalie, c'est la présence continue,

souple et durable de l'organisation islamiste violente Al-Shabab, qui existe depuis plus de 10 ans. De mon point de vue, il est primordial de ne pas tenir pour acquis que le gouvernement (souvent considéré comme étant l'autorité « légitime ») et Al-Shabab (souvent considéré comme étant l'autorité « illégitime ») sont deux entités blanches et noires complètement distinctes. Les choses ne sont pas aussi nettes. Il arrive parfois qu'une famille compte des membres actifs parmi les deux groupes; des membres d'Al-Shabab et des membres du gouvernement se parlent; des canaux sont ouverts pour un certain dialogue. Il ne faut pas en conclure qu'Al-Shabab va abandonner dans un avenir rapproché; on constate plutôt beaucoup de zones grises et insaisissables, tant sur le plan des membres que sur le plan de l'utilisation des services.

2.9 L'État islamique gagne en force et intensifie ses activités en Somalie. L'État islamique Somalie (EIS) est apparu dans la région semi-autonome du Puntland (voir la carte plus haut) vers 2015. Ce groupe ne se limite plus à sa base dans le Nord du pays. Il est désormais présent et mène des attaques dans d'autres parties du pays, plus particulièrement dans la capitale. Selon le Hiraal Institute, un groupe de réflexion de Mogadiscio, l'EIS est à l'origine de près du quart de tous les assassinats qui ont été perpétrés en Somalie entre juillet et septembre 2018 et qui visaient des islamistes<sup>xii</sup>.

2.10 Je suis d'avis que la création d'un système fédéral composé d'États régionaux forts ayant chacun leur propre président et leurs propres lois a eu des conséquences à la fois positives et négatives. Le fait de consolider les États en des alliances régionales a durci les attitudes au sein de celles-ci. À l'heure actuelle (janvier 2019), une grave crise oppose le gouvernement fédéral et les États régionaux; ce n'est pas la première fois. Par moment, les tensions s'intensifient entre les États et le conflit éclate, comme les combats entre le Somaliland et le Puntland, qui reprennent périodiquement, plus récemment en 2018<sup>xiii</sup>. On constate également des poches de conflits entre clans, des affrontements sur la question des terres, des activités criminelles et d'autres formes de violence.

2.11 Je ne vais pas trop m'attarder sur la violence fondée sur le sexe en Somalie puisqu'il est facile de trouver de l'information sur le sujet dans les documents publics,

notamment dans les médias et les rapports de l'ONU et des groupes qui défendent les droits de la personne<sup>xiv</sup>. Des experts reconnus de la Somalie et de la question du genre ont également abordé le sujet dans des livres, des revues spécialisées et d'autres publications<sup>xv</sup>. Selon moi, si le Canada souhaite aider à remédier au grave problème de la violence fondée sur le sexe, qu'on observe aussi dans les régions où règne la paix, y compris le Somaliland, il doit d'abord prendre le temps de s'informer sur la place de la femme dans la culture somalienne et se demander comment et pourquoi les femmes et les filles sont ciblées et exploitées pendant les conflits ou les périodes où la violence s'intensifie et se répand. Soulignons que les femmes issues de groupes minoritaires, les jeunes filles et celles qui vivent dans des camps qui accueillent les personnes déplacées à l'intérieur du pays sont beaucoup plus souvent ciblées que les autres. Je suis d'avis qu'il est tout aussi important de reconnaître le rôle que jouent les femmes au moment de provoquer et d'encourager le conflit en Somalie et qu'elles participent parfois elles-mêmes aux actes de violence<sup>xvi</sup>.

2.12 Après des débuts difficiles, la mission de l'Union africaine, AMISOM, a contribué à instaurer la sécurité dans certaines parties de la Somalie, bien que la précarité de cette sécurité soit exposée presque chaque fois que les troupes d'AMISOM ou celles du gouvernement somalien se retirent d'une ville. En effet, au bout de quelques jours, parfois après seulement quelques heures, Al-Shabab revient pour revendiquer temporairement le territoire. Je crois que le seul moyen de rétablir une paix durable dans les parties ravagées par la violence du Centre-Sud de la Somalie serait que les forces de stabilisation s'emparent de la région et qu'elles y restent pendant au moins quelques années de manière à ce que la population puisse savoir ce qu'est la paix. La population de la Somalie est jeune. En effet, environ 75 % des habitants ont moins de 30 ans et sont sans emploi<sup>xvii</sup>. Ils sont donc nés après le début du conflit, à la fin des années 1980, et par conséquent, ils n'ont aucune idée de ce à quoi ressemble la paix, comment elle sonne ni ce qu'elle sent ou ce qu'elle goûte. Ils doivent « apprendre » ce qu'est la paix et comment vivre ensemble paisiblement. Le Somaliland et les régions somaliennes de l'Éthiopie et du Kenya sont des exemples pertinents et dès lors utiles et possiblement efficaces de la façon d'instaurer la paix, sinon une sorte de sécurité ou de confiance, bien qu'il faille prendre cet exemple avec un certain bémol, car ces



régions ont leurs propres faiblesses et leurs propres problèmes, notamment en matière de sécurité.

2.13 De nombreux Somaliens m'ont confié que tant qu'ils ne jouiront pas d'un minimum de sécurité, ils ne pourront ni obtenir ni espérer quoi que ce soit d'autre de durable ou de prévisible. Selon moi, pour que la paix s'installe en Somalie, il faut que la majorité de la population soit convaincue qu'il y a plus à gagner avec la paix qu'avec la guerre. Le Somaliland en est la preuve. Cette région a horriblement souffert du conflit à la fin des années 1980 et au début des années 1990, à tel point qu'on avait surnommé sa capitale Hargeisa la « Dresde de l'Afrique » puisqu'elle avait été pratiquement détruite par les bombardements aériens. Mais elle s'est reconstruite sur les décombres de la guerre pour devenir une entité politique qui fonctionne bien. Je crois également que pour instaurer une paix durable en Somalie, il faut que les Somaliens prennent en main leur destinée et que les puissances étrangères prennent un peu de recul, même sur le plan de la sécurité. Les Somaliens sont parfaitement capables de le faire. Il faut leur donner l'occasion de prouver au monde qu'ils peuvent s'occuper d'eux-mêmes et de leur pays.

### **3. La sécurité, la justice et le respect des droits de la personne**

3.1 Dans la section 2 du présent rapport, je me suis penchée sur différents enjeux touchant la sécurité. Il faut en outre reconnaître qu'il existe des forces de sécurité locales efficaces, même si les méthodes qu'elles emploient pour imposer la loi et l'ordre sont très discutables. Elles comprennent des éléments d'Al-Shabab, certains clans et autres milices dans les villes de Baidoa et de Kismayo et dans la région semi-autonome du Puntland. Les forces de sécurité du Somaliland sont relativement faibles, mais la paix règne dans la majeure partie du territoire la plupart du temps. Cette situation s'explique en partie par le fait que les politiques communautaires en elles-mêmes et certains mécanismes traditionnels de résolution de conflits fonctionnent toujours.

3.2 À mon avis, l'une des choses les plus choquantes en ce qui concerne la Somalie, c'est l'impunité. Il y a certaines exceptions, surtout dans les régions où le système juridique axé sur les clans, qu'on appelle *xeer*, fonctionne et où il y a en place un système judiciaire semi-fonctionnel. Mais la plupart du temps, le système juridique est corrompu, inefficace, inefficent ou non existant. Dans de nombreuses parties du Centre-Sud de la Somalie qui sont contrôlées par le gouvernement, les gens se rendent dans les régions contrôlées par Al-Shabab ou font appel aux tribunaux mobiles de cette organisation pour obtenir justice<sup>xviii</sup>. Si le Canada souhaite aider dans ce domaine, il pourrait tenter de découvrir pourquoi la population fait davantage confiance au système d'Al-Shabab et en quoi il est plus efficace que d'autres solutions. Mais pour ce faire, il faut avoir l'esprit ouvert et reconnaître que certaines choses que fait Al-Shabab sont « bonnes » pour la société.

3.3 Il faut beaucoup de circonspection et d'ouverture d'esprit au moment d'examiner la question des droits de la personne en Somalie et d'y donner suite. Certes, il existe des normes reconnues internationalement dans ce domaine, mais le « modèle occidental » ne convient pas toujours à la Somalie, peut-être surtout dans les régions qui souffrent toujours de ce conflit qui dure depuis des dizaines d'années. J'ai vu des modèles locaux se développer à partir d'exemples de poètes somaliens, comme Hadrawi, ou apparaître au cours de festivals culturels dans les territoires somaliens.

#### **4. Développement économique**

4.1 On dit que la Somalie est un État ravagé et fragile, mais il n'en reste pas moins que certains secteurs de l'économie sont florissants, notamment l'élevage, les entreprises d'import-export, les télécommunications modernes et les services financiers. La façon dont ils fonctionnent peut sembler opaque aux yeux des observateurs occidentaux, mais ils ont leur propre logique, qui s'avère souvent très efficace et qui repose en grande partie sur la confiance et parfois également les alliances entre clans.

4.2 S'il est vrai que le rôle actif que joue la Turquie en Somalie depuis la famine de 2011 est complexe et qu'il s'est encore compliqué du fait que ce pays est coincé

dans la crise qui oppose l'Arabie saoudite et le Qatar, je suis d'avis que le Canada et les autres donateurs occidentaux ont quelque chose à apprendre de la façon dont elle a interagi avec les Somaliens et, d'une certaine manière, a aidé au développement et à l'amélioration des conditions de vie dans ce pays<sup>xix</sup>.

## 5. Conclusion

5.1 Je crois que le Canada pourrait apporter une aide utile à la Somalie s'il joue bien ses cartes. Une importante partie de la diaspora somalienne vit au Canada et sa réputation n'est pas mauvaise en Somalie ni auprès des Somaliens. Si le Canada se rend en Somalie et garde les yeux grands ouverts, qu'il est prêt à oublier les stéréotypes et à traiter les Somaliens d'égal à égal, mais aussi de façon intelligente et réfléchie, je crois que les Somaliens en Somalie, la diaspora – dont bon nombre ont « un pied » au Canada et l'autre en Somalie – et le Canada peuvent apprendre et s'aider mutuellement.

---

<sup>i</sup> Osman, Idil, *Media, Diaspora and the Somali Conflict*, 2017, Londres, Palgrave Macmillan.

<sup>ii</sup> Cette carte a été produite par des membres de l'équipe de la BBC Africa Online grâce aux commentaires de journalistes somaliens crédibles et d'autres sources. Bien qu'elle ait été produite en 2016 et que le « qui contrôle quoi » a changé, elle montre clairement les différentes régions et les territoires, y compris le Puntland et la république autoproclamée du Somaliland. Le Centre-Sud de la Somalie est représenté par les zones en turquoise, pourpre et ocre.

<sup>iii</sup> Harper, Mary, *Getting Somalia Wrong? Faith, War and Hope in a Shattered State*, 2012, Londres, Zed Books.

<sup>iv</sup> BBC, <https://www.bbc.com/somali/historye.shtml>, consulté en janvier 2019 [EN ANGLAIS SEULEMENT]

<sup>v</sup> Organisation mondiale de la Santé, *A Situation Analysis of Mental Health in Somalia*, octobre 2010, [http://applications.emro.who.int/dsaf/EMROPUB\\_2010\\_EN\\_736.pdf?ua=1](http://applications.emro.who.int/dsaf/EMROPUB_2010_EN_736.pdf?ua=1), consulté en janvier 2019 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

<sup>vi</sup> Fergusson, James, *The World's Most Dangerous Place: Inside the Outlaw State of Somalia*, 2013, Londres, Random House.

<sup>vii</sup> Fund for Peace, *Fragile States Index*, <http://fundforpeace.org/fsi/2018/04/24/fragile-states-index-2018-annual-report/>, consulté en janvier 2019, [EN ANGLAIS SEULEMENT].

<sup>viii</sup> Keating, Michael et Matt Waldman, *War and Peace in Somalia*, 2018, Londres, Hurst.

- 
- <sup>ix</sup> BBC, *Somalia: Failed state or fantasy land?*, 2 août 2012, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-19099442>, consulté en janvier 2019 [EN ANGLAIS SEULEMENT].
- <sup>x</sup> *Washington Post*, *Somalia expels top UN official after he criticises crackdown on dissent*, 2 janvier 2019, [https://www.washingtonpost.com/world/africa/somalia-expels-un-top-official-after-he-questions-crackdown-on-dissent/2019/01/02/ec1f89da-0e7d-11e9-831f-3aa2c2be4cbd\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/africa/somalia-expels-un-top-official-after-he-questions-crackdown-on-dissent/2019/01/02/ec1f89da-0e7d-11e9-831f-3aa2c2be4cbd_story.html), consulté en janvier 2019 [EN ANGLAIS SEULEMENT].
- <sup>xi</sup> Voir <https://www.government.se/sweden-in-the-eu/permanent-representation-of-sweden-to-the-eu/cv-mikael-lindvall/>, consulté en janvier 2019 [EN ANGLAIS SEULEMENT].
- <sup>xii</sup> Hiraal Institute, *Security incidents in the third quarter of 2018*, <https://hiraalinstitute.org/security-incidents-in-the-third-quarter-of-2018/>, consulté en janvier 2019 [EN ANGLAIS SEULEMENT].
- <sup>xiii</sup> International Crisis Group, *Averting war in northern Somalia*, 27 juin 2018.
- <sup>xiv</sup> Human Rights Watch, *Rapport mondial 2018* et autres rapports portant spécifiquement sur la violence et autres formes de mauvais traitements envers les femmes; Page d'ONU Femmes, <http://africa.unwomen.org/en/where-we-are/eastern-and-southern-africa/somalia>, consulté en janvier 2019 [EN ANGLAIS SEULEMENT].
- <sup>xv</sup> Keating, Michael et Matt Waldman, *War and Peace in Somalia*, 2018, Londres, Hurst; Gardner, Judith et Judy El Bushra, *The Untold Story*, 2004, Londres, Pluto.
- <sup>xvi</sup> Consulter trois des livres déjà mentionnés – par Gardner et El Bushra, Harper et Keating et Waldman.
- <sup>xvii</sup> *The Guardian*, *Going against the drain*, 12 août 2013, <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2013/aug/12/tackling-youth-unemployment-in-somaliland>, consulté en janvier 2019 [EN ANGLAIS SEULEMENT].
- <sup>xviii</sup> Keating, Michael et Matt Waldman, *War and Peace in Somalia*, 2018, Londres, Hurst.
- <sup>xix</sup> BBC, *The unlikely love affair between two countries*, 15 décembre 2014, <https://www.bbc.co.uk/news/magazine-30447039>, consulté en janvier 2019 [EN ANGLAIS SEULEMENT]; Heritage Institute for Policy Studies, *Turkey's Assistance Model in Somalia: Achieving Much with Little*, 2016.